

Memorial

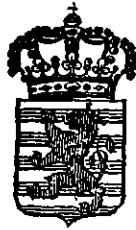
des

MEMORIAL

DU

Großherzogthums Luxemburg.

Grand-Duché de Luxembourg.



Erster Theil.
Acte der Gesetzgebung
und der allgemeinen Verwaltung.

N^o 55.

PREMIÈRE PARTIE.
ACTES LÉGISLATIFS
ET D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE.

Mittwoch, 29. December 1869.

MERCREDI, 29 décembre 1869.

Königl.-Großh. Beschluß vom 27. December 1869, wodurch die Veröffentlichung einer mit Frankreich gewechselten Declaration in Betreff der Telegraphen-Lage angeordnet wird.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden König der Niederlande, Prinz von Dranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, etc., etc., etc.

Nach Einsicht der am 21. December 1869 unterzeichneten, zwischen dem Großherzogthum Luxemburg und Frankreich gewechselten Declaration, betreffend die Einführung von Abänderungen in die Telegraphen-Convention vom 2. März 1866;

Auf den Collectiv-Bericht Unseres Staatsministers, Präsidenten der Regierung, und Unseres General-Directors der Finanzen, und nach Berathung der Regierung im Conseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1.

Vorerwähnte Declaration ist genehmigt und soll behufs Vollziehung in's „Memorial“ einge-rückt werden.

Art. 2.

Unser Staatsminister, Präsident der Regierung, und Unser General-Director der Finanzen sind,
1.

Arrêté royal grand-ducal du 27 décembre 1869, portant publication d'une déclaration relative à la taxe des dépêches télégraphiques, échangée entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France.

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc.;

Vu la déclaration signée à Paris le 21 décembre 1869 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France, ayant pour objet d'introduire des modifications dans la convention télégraphique du 2 mars 1866;

Sur le rapport collectif de Notre Ministre d'État, Président du Gouvernement, et de Notre Directeur-général des finances, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}.

La déclaration dont il s'agit est approuvée et sera insérée au *Mémorial* afin d'exécution.

Art. 2.

Notre Ministre d'État, Président du Gouverne-ment, et Notre Directeur-général des finances sont

jeder insofern es ihn betrifft, mit der Vollziehung dieses Beschlusses beauftragt.

Haag den 27. December 1869.

Wilhelm.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
L. J. E. Servais.
Der General-Director
der Finanzen,
G. Ulveling.

Durch den König:
Der Secretär für die
Angelegenheiten des
Großherzogthums,
G. d'Olimart.

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Haye, le 27 décembre 1869.

GUILLAUME.

Le Ministre d'État,
Président du Gouvernement,
L.-J.-E. SERVAIS.
Le Directeur-général
des finances,
G. ULVELING.

Par le Roi Grand-Duc:
Le Secrétaire
pour les affaires
du Grand-Duché,
G. D'OLIMART.

Déclaration.

Le Gouvernement grand-ducal de Luxembourg et le Gouvernement français, désirant faciliter, par des modérations de taxes, l'échange des dépêches télégraphiques entre les deux pays, les soussignés, autorisés à cet effet, ont arrêté les dispositions suivantes, destinées à remplacer les stipulations correspondantes des art. 1 et 2 de l'arrangement du 2 mars 1866 :

1° La taxe de la dépêche télégraphique de vingt mots est fixée à deux francs cinquante centimes pour toutes les correspondances échangées entre les deux pays, quel que soit le bureau de provenance ou le bureau de destination.

Le montant de cette taxe sera réparti entre les deux États contractants dans la proportion de cinquante centimes pour le Grand-Duché de Luxembourg et de deux francs pour la France.

2° Par exception, la taxe de la dépêche de vingt mots est fixée à un franc seulement pour toutes les correspondances échangées entre un bureau quelconque du Grand-Duché et un bureau quelconque du département de la Moselle.

Le montant de cette taxe sera partagé par moitié entre les deux États contractants.

3° Le présent arrangement, exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1870, sera considéré comme étant en vigueur pour un temps indéterminé, tant que la dénonciation n'en aura pas été faite par l'un des deux États contractants; et, dans ce dernier cas, il demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à compter du jour de cette dénonciation.

En foi de quoi, les soussignés ont signé la présente déclaration, qu'ils ont revêtue du sceau de leurs armes.

Fait à Paris, le 24 décembre 1869.

(L. S.) M. JONAS.

(L. S.) P^{re}. DE LA TOUR D'AUVERGNE.